

Appel international aux autorités marocaines d'abandonner les charges contre les défenseurs des droits humains

Nous, les organisations internationales pour les droits humaines, la paix et la liberté de l'expression, avons appris avec consternation les nouvelles, en provenance du Maroc, sur l'harcèlement et les poursuites contre sept défenseurs des droits humains et journalistes.

Lundi, le 15 novembre 2015

Maâti Monjib, Hicham Mansouri, Samad Iach, Mohamed Elsabr et Hisham Almiraat (vrai nom Hisham Khibrichi) font face aux charges d'avoir « menacé la sécurité intérieure de l'État », accusation qui puisse les envoyer en prison pour cinq ans. Rachid Tarek et Maria Moukrim ont été accusés d'avoir « reçu des fonds étrangers sans avoir informé le secrétariat général du gouvernement », charge qui porte une amende.

Le procès est prévu pour le 19 novembre 2015. L'action judiciaire se poursuit dans un temps (à savoir: les douze mois passés) pendant lequel le Maroc a vu un accroissement dramatique des violations des droits humains et des attaques contre journalistes. La répression des médias indépendants, les défenseurs des droits humains et la société civile ont contribué à la création d'un environnement asphyxiant qui limite la liberté de l'expression et de l'association dans le pays.

Nous dirigeons l'attention de la communauté internationale vers les interrogations, les harcèlements, les menaces et les arrestations qui continuent de se produire au Maroc. Ce sont des tentatives délibérées de la part des autorités marocaines de faire taire les dissidents. La liberté de l'expression est un droit fondamental, selon l'Article 19 de la Déclaration Universelle des Droits Humains. Le gouvernement marocain donc viole ce droit fondamental avec les charges contre Maâti Monjib, Hicham Mansouri, Samad Iach, Mohamed Elsabr et Hisham Almiraat, Rachid Tarek et Maria Moukrim.

Nous faisons un appel urgent auprès les autorités marocaines d'abandonner tout les charges et mettre fin à l'harcèlement des journalistes et les activistes pour les droits humains. Il ne faut pas un procès contre la liberté de l'expression.

Ce message est soutenu par:

- Free Press Unlimited
- Committee to Protect Journalists
- Media Legal Defence Initiative
- Article 19
- Privacy International
- Electronic Frontier Foundation

- Dejusticia
- Nawaat (Tunisia)
- Al Khatt
- Editorial Board, Mamfakinch.com, Morocco
- Ron Deibert, Director, The Citizen Lab
- The Association for Progressive Communications
- PAX
- Small World News
- Digital Rights Foundation
- Al Alegre
- Foundation for Media Alternatives (FMA)
- AccessNow